

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Travailleurs de l'immigration économique

Le Saguenay–Lac-Saint-Jean, Chaudière-Appalaches et le Centre-du-Québec portent la voix des entreprises manufacturières à Ottawa

OTTAWA, mardi 24 mars 2026 - Une délégation réunissant des représentants du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec s'est rendue à Ottawa aujourd'hui pour interpeller directement les élus fédéraux sur les impacts dévastateurs des restrictions apportées au Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), qui demeurent problématiques malgré l'annonce du 13 mars dernier.

Rappelons que les régions représentées affichent des taux de chômage parmi les plus bas du Québec. Cette situation traduit des effets considérables amenant une rareté de main-d'œuvre persistante et structurelle, amplifiée par le vieillissement de la population et un bassin de travailleurs qualifiés insuffisant pour répondre aux besoins des employeurs.

« Pour de nombreuses entreprises du Saguenay–Lac-Saint-Jean, comme pour toutes nos régions, le PTET représentait le seul outil viable pour assurer leur pérennité opérationnelle. Les restrictions imposées ont des conséquences immédiates et catastrophiques : pertes de contrats, réduction des heures d'exploitation, fermetures temporaires d'établissements et, dans certains cas, des menaces directes sur la survie même des entreprises. Ce sont des coups durs pour nos familles et notre écosystème d'affaires », insiste Luc Boivin, maire de Saguenay et porte-parole du Comité de l'Immigration économique.

Une délégation unie pour se faire entendre

Réunissant trois régions aux défis similaires, la délégation a sollicité des rencontres avec des élus et des fonctionnaires fédéraux afin de leur présenter des données concrètes,

de livrer des témoignages d'entreprises et de travailleurs étrangers, ainsi que de proposer des avenues de solutions adaptées aux réalités régionales.

« Nous ne venons pas à Ottawa pour nous plaindre. Nous venons avec des données, des témoignages et des solutions. Nos entreprises ont besoin d'être entendues, et cette initiative aujourd'hui démontre l'urgence de la situation, mais aussi la solidarité du Québec entrepreneurial et des élus dans la représentation des réalités du terrain. Nous maintenons la pression, car trop peu a été fait jusqu'à maintenant », souligne Daniel Turcotte, président de la Table régionale des élus municipaux de la Chaudière-Appalaches (TREMCA).

En appui à ce cri du cœur, Mario Ramirez, soudeur chez Proco, une entreprise du Lac-Saint-Jean qui conçoit, fabrique et installe des structures d'acier et des ponts, et originaire du Mexique, ajoute : « Rejoindre le Québec pour participer à ses succès, c'est un sentiment d'engagement envers notre terre d'accueil, mais c'est aussi un choix de vie pour améliorer le sort de nos familles. Nous donnons tout, sans compter, pour réussir notre intégration dans l'entreprise, comme dans la ville. Nous souhaitons simplement pouvoir poursuivre notre contribution, car notre présence au Québec est gagnante pour tout le monde. Nous ne sommes pas que des visas ».

Soulignons que les assouplissements au PTET annoncés le 13 mars ne sont pas suffisants. Certes, ils permettent à certaines entreprises de maintenir leur nombre actuel de travailleurs et d'en augmenter le seuil de 10 % à 15 %, mais il est impératif de revenir à 20 %. De plus, il est important que le gouvernement fédéral prolonge les permis de travail pour le secteur régional manufacturier d'au moins 24 mois, et ce, non seulement pour les travailleurs qualifiés au PSTQ. Enfin, il est crucial d'en finir avec l'approche mur à mur qui n'est pas adaptée au territoire et exclut les régions métropolitaines de recensement (RMR) de plus de 100 000 habitants.

« L'immigration économique est pour nos entreprises manufacturières, un levier de croissance indispensable. Au Centre-du-Québec comme par les régions représentées dans notre délégation, nous créons de la richesse grâce à la contribution inestimable des femmes et des hommes qui se joignent à nos équipes. Notre présence aujourd'hui démontre de façon claire que nos fleurons québécois s'appuient aussi sur la contribution des travailleurs et travailleuses de l'immigration économique », renchérit

Julie Biron, directrice Attraction et développement de la main-d'œuvre chez Drummond économique.

Pour ne pas devoir remettre les clés

En marge des rencontres tenues sur la colline, et en guise de symbole fort, une clé en aluminium fabriquée au Québec a été remise aux élus du Québec et au conseil des ministres.

Ce n'est pas un objet anodin. La clé en aluminium remise à chaque parlementaire incarne concrètement la réalité que vivent aujourd'hui les entreprises, les organisations et les familles de nos régions. Elle représente les portes que tant d'employeurs ne parviennent plus à ouvrir, les équipes qu'ils ne peuvent plus compléter, les projets laissés en suspens et, pour certains, la menace réelle de mettre la clé dans la porte.

Cette clé est aussi l'emblème de notre détermination : celle d'ouvrir le dialogue avec le gouvernement fédéral et de trouver des solutions concrètes qui respectent les réalités régionales du Québec comme de partout ailleurs au Canada.

-30-

Source :

Lanie Dufour

ldufour@catapultecommunication.com

(418) 690-5996